

L'ONU au défi de limiter ses Objectifs de développement durable pour 2030

Des économistes proposent de ne retenir que 27 cibles, les plus prometteuses en termes de gains économiques, au lieu des 212 proposées

New York (Nations unies)
Correspondante

L'ONU peaufine sa dernière folie des grandeurs. Alors que les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) arrivent à échéance en 2015, les négociations destinées à définir l'agenda « post-2015 » battent leur plein. Pas moins de 12 réunions ont déjà eu lieu depuis un an. La prochaine, prévue du 14 au 18 juillet, s'annonce cruciale.

Au centre des discussions : le choix des Objectifs de développement durable (ODD), qui doivent prendre le relais des OMD et comprendre les volets économiques, sociaux et environnementaux. Les Etats ont eu beau s'accorder, lors de la conférence de Rio, au Brésil en 2012, sur le fait que les nouveaux objectifs devaient être « ambitieux », mais « concis » et « limités en nombre », le document sur lequel les Nations unies travaillaient en juin contenait 17 objectifs et 212 actions ciblées.

A titre comparatif, les OMD se limitaient à 8 et les cibles à 28. « Nous avons demandé aux agences onusiennes de tailler dans le vif », explique un diplomate d'un pays développé, déplorant le caractère irréaliste et contre-productif de cet inventaire de « bonnes résolutions ». Les nouveaux objectifs étant « universellement applica-

bles à tous les pays », le nombre des Etats se joignant aux négociations va croissant. Le Groupe de travail ouvert (GTO), établi par l'Assemblée générale de l'ONU en 2012, prévoit 30 représentants de cinq groupes régionaux. Dans les faits, ce sont plus de 90 pays et organisations qui sont impliqués, s'alarme un observateur, citant un total de 1400 actions ciblées « évoquées ».

« Tout le monde est d'accord : réduire le nombre d'objectifs avec autant de participants relève d'une gageure et l'ONU est la première à redouter l'échec », insiste-t-il. Il reviendra sans doute au secrétaire général de l'Organisation le défi de ramener chacun à la raison. Ban Ki-moon rendra son rapport de synthèse en novembre, après que l'Assemblée générale aura examiné celui du GTO en septembre.

En attendant, un document soumis aux pays membres crée le « buzz » à New York : « L'évaluation du rapport coûts-bénéfices des objectifs post-2015 », publiée par le Consensus de Copenhague. Le think tank danois, qui compte plusieurs lauréats du prix Nobel d'économie parmi ses experts, réussit à introduire un peu de bon sens dans le débat, admettent des diplomates.

Le fait que l'initiative provienne de son fondateur, le statisticien Bjorn Lomborg, réputé climatologue sceptique, est à peine relevé.

Quand une manne de 700 milliards de dollars (512 milliards d'euros) est en jeu pour une période de quinze ans et qu'une trentaine d'économistes proposent d'identifier les cibles les mieux à même de réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable à moindre coût, l'ONU est tout ouïe. « Nous saluons cette contribution (...) et restons confiants qu'avec toutes les idées et initiatives similaires des délibérations », s'est félicitée Ami-

C'est une manne de 700 milliards de dollars (512 milliards d'euros) qui est en jeu pour une période de quinze ans

na Mohammed, la conseillère spéciale de M. Ban pour la planification du développement post-2015.

Après évaluation d'une centaine des 212 cibles listées, les économistes proposent de n'en retenir que 27, soit les plus prometteuses en termes de gains économiques, sociaux et environnementaux. Si pour chaque euro dépensé, une cible permet un impact d'une valeur de 15 euros, cette dernière est jugée « phénoménale » ; en dessous de 1 euro, elle est « médiocre ».

« Il ne s'agit que d'une étude préliminaire, réalisée à la demande d'une dizaine de délégations », précise Bjorn Lomborg, venu la présenter à New York. « A l'ONU, chacun se doit d'être poli, nous n'avons pas à l'être, nous sommes des universitaires », reconnaît l'ancien membre de Greenpeace, jugé « sulfureux » par certains diplomates, ou « purement pragmatique » par d'autres.

Quand les pays membres disent vouloir « d'ici à 2030, réduire l'extrême pauvreté en réduisant à zéro le nombre d'individus vivant en dessous du seuil de 1,25 dollar par jour », la cible est jugée « médiocre », car « irréaliste telle que formulée ». Les économistes proposent de remplacer l'objectif « zéro » par celui de 3 %.

Même critique à l'égard de la volonté de « stopper », d'ici à 2030, la propagation du VIH/sida, de la tuberculose, du paludisme et des maladies tropicales négligées. « Ne dites pas "stopper", ou cela coûtera une fortune », avertit M. Lomborg, qui souligne qu'une personne atteinte du paludisme peut être sauvée avec 1000 dollars, alors qu'il en coûtera dix fois plus pour sauver une personne atteinte du sida. « Cela ne signifie pas que nous ne devons pas tenter les deux, mais si les moyens manquent, la priorité dépendra peut-être du coût. »

« L'idée de cette étude [évaluer

les cibles] est très bonne, nous ne pouvons que l'encourager et vouloir que l'ONU ouvre les discussions », réagit un diplomate européen, critique toutefois sur le caractère trop segmenté de l'analyse, qui traite chaque objectif séparément alors que l'agenda

post-2015 se veut « intégré ». La méthode ne convainc pas mieux, les économistes « faisant appel à l'intuition, quand les études manquent sur un sujet ». Bjorn Lomborg doit remettre son rapport définitif en fin d'année. ■

ALEXANDRA GENESTE

LE MONDE
diplomatique
www.monde-diplomatique.fr

JUILLET 2014

DOSSIER PROCHE-ORIENT

Ce qu'annonce
l'éclatement irakien

ETERNEL ALBUM DE L'EXCEPTION CULTURELLE - 1945-2014
MONDE
diplomatique

Chaque mois, avec *Le Monde diplomatique*,
on s'arrête, on réfléchit.

Chez votre marchand de journaux, 28 pages, 5,40 €